

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mondial-colonisation>

Mondial colonisation

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : lundi 20 février 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Nous sommes six milliards trois cent millions d'habitants dans ce vaisseau spatial que l'on appelle la Terre. Mais un petit milliard d'entre eux à peine - citoyens des pays développés - se partagent 80 % des richesses du monde.

Au cours des quatre dernières décennies, le revenu par habitant des pays les plus riches a presque triplé. Dans les pays pauvres, par contre, il n'a grimpé que de 25,94 %. Si l'on prend les statistiques de 73 pays dont les chiffres sont fiables, on s'aperçoit que pour la période qui va de 1950 à 1990, les inégalités se sont accrues dans 46 pays, elles se sont maintenues au même niveau dans 16 d'entre eux, et n'ont diminué que dans 9 des pays concernés.

Imaginez-vous tous les biens de consommation du monde. Maintenant, pensez que 86 % de ces biens sont aux mains de seulement 20 % de la population mondiale ; et que dans la tranche des 20 % de la population mondiale la plus pauvre, les gens ne se répartissent que 1,3 % de ces biens.

Le monde est réparti en 240 nations environ. Voyez la différence qu'il y a entre les 20 pays les plus riches et les 20 les plus pauvres. Les premiers utilisent 74 % des lignes téléphoniques mondiales, alors que les seconds n'en utilisent que 1,5 %. Les 20 pays les plus riches consomment 45% de la viande et du poisson du marché mondial, et les 20 pays les plus pauvres, à peine 5%. En matière d'énergie, les 20 pays les plus riches consomment 58% de l'énergie mondiale, tandis que les 20 pays les plus pauvres n'en consomment que 4%. Et pour ce qui est du papier consommé, 87 % de la production mondiale se trouve dans les pays les plus riches contre 1 % seulement dans les 20 pays les plus pauvres.

En quatre décennies, le revenu global des 20 pays les plus riches a presque triplé : il a atteint en 2002 un montant de 267 dollars par personne. En revanche, dans les 20 pays les plus pauvres, il a seulement cru de 26 % pour atteindre 32,34 dollars.

En Amérique Latine, la pauvreté est restée figée au cours des deux dernières décennies du 20ème siècle, mais les inégalités ont quand même augmenté. Au début des années 90, la tranche des 10 % des personnes les plus riches du continent détenaient jusqu'à 45 % du revenu global. Au Brésil, cette même tranche de population détenait un revenu 32 fois supérieur à celui que gagne la tranche des 40 % des personnes les plus pauvres du pays. Nous sommes donc, en Amérique Latine, champions en matière d'inégalités, même si nos indices sociaux ont augmenté grâce à la politique du gouvernement de Lula.

Le rapport atteste qu'il ne suffit pas de combattre la pauvreté, mais qu'il est également nécessaire de s'attaquer aux causes mêmes des inégalités. Autrement dit, sans partage du revenu global, il est impossible de promouvoir l'intégration sociale. Et l'écart entre les différentes classes sociales n'a pas seulement lieu entre les pays riches et les pays pauvres ; dans les pays riches, il y a également d'inquiétantes disparités sociales. A titre d'exemple, la proportion des 1 % des personnes les plus riches des Etats-Unis détient à elle seule 17 % du revenu national.

Deux facteurs ont contribué à approfondir l'abîme entre riches et pauvres : l'avance technologique d'une part et le mépris de la main d'oeuvre d'autre part. Plus la technologie est avancée, moins il y a d'emplois. Un ordinateur dans un bureau d'architecture, par exemple, est capable de mettre au chômage un bon nombre de personnes. Dans une recherche excessive de profit, les entreprises se lancent à l'assaut du monde entier pour trouver de la main d'oeuvre qui travaille plus et pour moins d'argent.

Selon la centrale syndicale américaine AFL-CIO, les Etats-Unis exporteront quelques 14 millions d'emplois au cours des dix prochaines années. Cela signifie qu'ils cesseront d'offrir des postes de travail chez eux afin de profiter d'une main d'oeuvre étrangère bon marché et dépourvue de tous droits du travail et de toute sécurité sociale.

Partout dans le monde, la moitié des actifs, c'est-à-dire environ 1 milliard 390 millions de personnes, vit avec moins d'un dollar par jour ; et le quart d'entre eux touche, au maximum, un dollar par jour. Au Brésil, la moitié des travailleurs dépendent d'un emploi informel, ce qui est généralement synonyme de pauvreté.

Ce panorama bien sombre ne pourra s'éclaircir, selon le brésilien Roberto Guimarães, coordinateur du rapport de l'ONU, sans un accroissement de la scolarisation et sans une politique de revenu minimum. "Nous devons revoir totalement l'organisation de l'économie mondiale" ; avant d'ajouter : "Si nous voulons d'une mondialisation moins symétrique, nous devrions, en ce qui concerne le travail, créer une législation internationale du travail. C'est ce qui s'est passé avec l'environnement il y a quelques dizaines d'années, lorsque les industries s'étaient établies là où la législation environnementale était plus faible. Aujourd'hui, un ISO (une charte internationale) a été créé et cette discussion perverse n'a plus lieu d'être".

La rapport montre aussi qu'au Brésil, le manque d'éducation est responsable de 50 % des inégalités. L'écart moyen de salaire entre une personne ayant fait une carrière dans l'enseignement supérieur et une personne n'ayant pas fait d'études est de 814 %. Le taux d'entrée à l'université est de 16 % ; en Argentine et au Chili, il atteint les 40 %.

Si l'on ne change rien au modèle national et international économique actuel, axé sur la concentration du revenu, rien n'indique que dans le prochain rapport il y ait de meilleurs indices. Bien qu'il ait toujours de l'espoir.

Traduction de l'espagnol pour El Correo de : Pierre Molines